Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Etats-Unis-et-Israel-veulent-continuer-d-etre-les-gendarmes-nucleaires-de-la-planete-Noam-Chomsky>

**« Etats-Unis et Israël veulent
continuer d'être les gendarmes
nucléaires de la planète
» Noam Chomsky**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 10 juillet 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Etats-Unis et Israël se sentent les gendarmes du Moyen-Orient et s'attribuent le droit de décider quel pays peut ou non développer une technologie nucléaire indépendante. Ils ont déjà commencé les préparatifs guerriers d'une prochaine croisade tendant à « corriger » l'Iran indocile.

La grave menace de l'Iran est la plus sérieuse crise de politique extérieure qu'affronte l'administration Obama. Le Congrès étasunien vient de durcir les sanctions contre ce pays, avec plus de punitions sévères pour les compagnies étrangères qui font des affaires là-bas. L'administration a étendu la capacité offensive des Etats-Unis sur l'île africaine de Diego García, propriété du Royaume-Uni, qui avait expulsé la population de manière à ce que les Etats-Unis puissent construire une grande base pour attaquer le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

La Marine étasunienne a fait connaître l'envoi de matériel sur l'île pour appuyer ses sous-marins dotés de missiles Tomahawk, qui peuvent porter des têtes nucléaires. Selon le rapport de la Marine obtenu par le quotidien Sunday Herald, de Glasgow, en Écosse, le matériel militaire inclut 387 armes anti bunkers pour faire exploser des structures souterraines renforcées. « Ils activent l'engrenage pour la destruction de l'Iran », a déclaré à ce journal le directeur du Centre d'Études Internationales et de Diplomatie de l'Université de Londres, Dan Plesch. « Les bombardiers et les missiles de longue portée des Etats-Unis sont préparés pour détruire 10.000 objectifs en Iran en quelques heures ».

La presse arabe informe qu'une flotte étasunienne (avec un navire israélien) est récemment passée par le Canal de Suez en route vers le Golfe Persique, où sa mission consiste à « appliquer les sanctions contre l'Iran et à surveiller les bateaux qui entrent dans et sortent de ce pays ». Des médias britanniques et israéliens affirment que l'Arabie Saoudite fournit un corridor pour un éventuel bombardement israélien en Iran, version qui a été démentie par les saoudiens.

Harangues bellicistes.

À son retour d'une visite en Afghanistan, pour tranquilliser ses Alliés de l'OTAN après la démission du général Stanley McChrystal, l'amiral Michael Mullen, haut responsable des Chefs d'Etat-major, s'est rendu en Israël pour rencontrer le chef d'état-major des Forces israéliennes de Défense, Gabi Ashkenazi, et pour poursuivre un dialogue stratégique annuel. La réunion a eu comme thème « la préparation d'Israël et des Etats-Unis face à la possibilité d'un Iran doté d'une capacité nucléaire », selon le quotidien Haaretz, qui a dit de plus que Mullen avait souligné : « J'essaie de voir toujours les défis depuis la perspective israélienne ».

Plusieurs analystes décrivent la menace iranienne dans des termes apocalyptiques. « Les Etats-Unis devront affronter l'Iran ou laisser le Moyen-Orient », remarque Amitai Etzioni. Si le programme nucléaire de l'Iran se concrétise, dit-il, la Turquie, l'Arabie Saoudite et d'autres États « se déplaceront » vers la nouvelle une « superpuissance » iranienne. Dans une rhétorique moins fervente, cela signifie que pourrait prendre forme une alliance régionale indépendante des Etats-Unis.

Dans le journal de l'Armée des Etats-Unis Military Review, Etzioni presse les Etats-Unis pour une attaque non seulement contre les installations nucléaires de l'Iran, mais aussi contre ses actifs militaires non nucléaires, y compris les infrastructures, c'est-à-dire la société civile. « Ce type d'action militaire est semblable aux sanctions : il cause des dommages avec comme objectif de changer les choses, y compris par des moyens plus puissants », écrit-il.

Stratégie défensive.

Une analyse autorisée sur la menace iranienne est proposée par un rapport du Département de Défense US présenté au Congrès en avril dernier. La dépense militaire de l'Iran est relativement « basse en comparaison du reste de la région », soutient le document. La doctrine militaire de l'Iran est strictement « défensive, dessinée pour retarder une invasion et pour forcer une solution diplomatique aux hostilités ». Il signale de plus, que « le programme nucléaire de l'Iran et sa volonté de maintenir ouverte la possibilité de développer des armes nucléaires (sont) une partie centrale de sa stratégie de dissuasion ».

Pour Washington, la capacité de dissuasion de l'Iran est un exercice illégitime de souveraineté qui interfère avec les prétentions globales des Etats-Unis. Concrètement, il menace le contrôle étasunien des ressources énergétiques du Moyen-Orient. Mais la menace de l'Iran va au-delà de la dissuasion. Téhéran cherche à étendre aussi son influence dans la région, ce qui est vu comme un facteur « de déstabilisation », supposé en contraste avec l'invasion « stabilisatrice » et l'occupation militaire étasunienne des voisins de l'Iran. Au-delà de ces crimes - poursuit le rapport du Pentagone - l'Iran appuie le terrorisme avec son soutien aux Hezbollah et au Hamas, les principales forces politiques au Liban et en Palestine (si les élections comptent).

Les Etats-Unis veulent seulement la soumission.

Le modèle de démocratie dans le monde musulman, malgré ses sérieux défauts, est la Turquie, qui a des élections relativement libres. L'administration Obama s'est indignée quand la Turquie s'est unie au Brésil dans la recherche d'un arrangement avec l'Iran pour qu'il restreigne son enrichissement d'uranium. Les Etats-Unis ont rapidement enterré l'accord, provoquant une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU si dépourvue de sens que la Chine les a gaiement appuyés tout de suite, assumant, que tout au plus, ils empêcheraient les intérêts occidentaux de concourir avec la Chine pour les ressources de l'Iran. D'une manière en rien surprenante, la Turquie (de même que le Brésil) a voté contre l'initiative étasunienne.

L'autre membre régional, le Liban, s'est abstenu.

Ces comportements ont provoqué encore plus d'indignation à Washington. Philip Gordon, le diplomate de plus haut rang de l'Administration Obama sur les questions européennes, a prévenu la Turquie que ses actions ne se comprennent pas depuis les Etats-Unis et qu'elle devrait « démontrer son engagement comme associé de l'Occident », comme l'a expliqué Associated Press. Un avertissement curieux à un allié crucial de l'OTAN. La classe politique le comprend aussi ainsi. Steven A. Cook, un expert du Conseil des Relations extérieures, soutient que la question critique est : « Comment maintenir les Turcs sur leurs rails ? », c'est à dire, en suivant des ordres en bons démocrates.

Pas de gazoduc non plus.

On ne voit pas de signes que d'autres pays de la région favorisent les sanctions promues par les US plus que la Turquie ne le fait. Le Pakistan et l'Iran, réunis à Ankara, ont récemment signé un accord pour un nouveau gazoduc. Plus inquiétant pour les Etats-Unis, c'est que l'oléoduc peut s'étendre en Inde. Le traité de 2008 des Etats-Unis avec l'Inde, en appuyant ses programmes nucléaires, cherchait à éviter que ce pays se joigne au gazoduc, comme remarque Moeed Yusuf, conseiller sur les questions sud-asiatiques de l'Institut de Paix des Etats-Unis.

L'Inde et le Pakistan sont deux des trois puissances nucléaires qui ont refusé de signer le Traité de Non Prolifération (TNP). Israël est le troisième. Tous ont développé des armements nucléaires avec l'appui des Etats-Unis, et le font encore.

Israël avec passe-droit.

Aucune personne raisonnable veut que l'Iran, ou tout autre pays, développe des armes nucléaires. Une manière évidente de calmer ou d'éliminer cette menace consiste à établir une zone libre des armes nucléaires au Moyen-Orient. Ce sujet a été de nouveau traité lors de la conférence sur le TNP dans les Nations Unies au début du mois de mai dernier. L'Égypte, comme président du Mouvement des Non Alignés - composé de 118 pays - a proposé que la conférence avance un plan pour commencer des négociations en 2011 pour un Moyen-Orient libre d'armes nucléaires, comme cela avait été convenu par l'occident, y compris les Etats-Unis lors de la conférence sur le TNP de 1995. Washington est encore formellement d'accord, mais il insiste avec une proposition inacceptable : que seul Israël soit exempté ; et voilà qu'il n'a pas donné d'indice de permettre que les provisions du pacte s'appliquent aux Etats-Unis.

Au lieu de faire des avancées pratiques vers la réduction de la terrifiante menace de la prolifération d'armes nucléaires en Iran ou ailleurs, les Etats-Unis s'activent à renforcer le contrôle dans les régions vitales productrices de pétrole du Moyen-Orient, de manière violente si d'autres moyens ne réussissent pas.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[La Arena](#). Argentine, le 9 juillet 2010.